



## Focus

**Demain, quelle fiscalité et quelles ressources pour les territoires ?** / Conseil Scientifique de l'Association des Directeurs Généraux des Communautés de France  
ADGCF, 10/2022, 28 p.

<https://www.adgcf.fr/upload/billet/1181-2210-conseil-scientifique-fiscalite.pdf>

"Transformation de la manière de penser nos territoires, d'urbaniser, d'aménager, surtout, d'envisager nos coopérations... La crise de la COVID-19, conjuguée à la lutte contre le réchauffement climatique, nous laissent entrevoir une nouvelle ère pour le déploiement de nos politiques publiques, voire espérer le dépassement des «égoïsmes territoriaux». Dans sa plateforme de propositions 2022-2027 : changer le modèle de l'action publique territoriale publiée en juin 2022, l'ADGCF insiste sur la nécessité de renforcer les dispositifs de péréquation et de compensation entre les territoires afin de limiter l'effet des concurrences que se livrent les intercommunalités voisines pour attirer des entreprises. L'une des options envisagées : transférer à une échelle supra (zone d'emploi, région ou système territorial) la collecte et la redistribution de l'impôt économique. Au-delà cet enjeu économique, quelles nouvelles bases d'imposition promouvoir pour le bloc local ? Comment dépasser la figure traditionnelle de l'usager-contribuable et favoriser, via la fiscalité, l'accès de tous aux services publics ? Ce nouvel opus du Conseil Scientifique de l'ADGCF explore les effets de la fiscalité locale sur le fonctionnement institutionnel de nos territoires et considère ses évolutions potentielles." - Pascal FORTOUL Président du Conseil Scientifique de l'ADGCF Yvonie RAMIS Président de l'ADGCF



## Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe  
Aménagement et développement des territoires  
Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics  
Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale  
Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC  
Management/Ressources humaines  
Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique  
Services techniques et transitions écologiques  
Social/Santé



*On vous signale une expérience*

## Action éducative/Sport

### La commune a-t-elle le choix d'implantation des écoles ?

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/11/2022, n° 2641, p. 81

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328949/la-commune-a-t-elle-le-choix-d-implantation>

- L'obligation d'avoir au moins une école primaire, quitte à ce que celle-ci soit partagée
- La carte scolaire
- Ne pas commettre d'erreur manifeste d'appréciation dans la sectorisation
- Le regroupement scolaire
- L'intercommunalisation

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section\\_lc/LEGITEXT000006070633/LEGISCTA00000618](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006070633/LEGISCTA00000618)

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000006524507#:~:text=%2DLe%20co](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006524507#:~:text=%2DLe%20co)

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFSCATA000038829074>

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000006524508/2000-06-22](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006524508/2000-06-22)

### "Une véritable politique publique de la jeunesse doit être pensée et conduite par l'État" - Camille Peugny

Horizons publics, 11/2022, n° 30, p. 22-29

Sociologue, Camille Peugny est professeur à l'université Paris-Saclay (UVSQ) et chercheur au laboratoire Professions, institutions, temporalité (PRINTEMPS) sous la tutelle de l'UVSQ et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Ses travaux portent sur la mobilité sociale et les inégalités, ce qui l'amène à s'intéresser aux politiques éducatives et celles dédiées à la jeunesse.

Dans ces champs, il étudie plus particulièrement deux thématiques à savoir la stratification sociale et la manière dont les inégalités font évoluer et fracturent les sociétés contemporaines ainsi que les politiques publiques en direction de la jeunesse en Europe.

Nous l'avons longuement interviewé sur son dernier essai, « Pour une politique de la jeunesse », dans lequel il plaide pour des dispositifs universels protecteurs et émancipateurs pour la jeunesse, garantis et portés par l'État. Le sociologue estime que l'État doit aider les jeunes à trouver leur voie et les accompagner vers l'autonomie par un financement universel des études ou des formations. Comme c'est le cas au Danemark qui a mis en place un dispositif universel d'autonomie les jeunes et une politique de la seconde chance pour les décrocheurs.

<https://www.seuil.com/ouvrage/pour-une-politique-de-la-jeunesse-camille-peugny>

### Seninghem (62) Contrôler l'instruction à domicile / STROESSER Emmanuelle

Maires de France, 11/2022, n° 406, p. 55

Le maire de cette commune a diligencé une enquête à la suite d'une demande de scolarisation d'un enfant en famille.

### L'éthique à l'école : Enjeux et perspectives [Dossier]

Animation & éducation, 11/2022, n° 291, p. 11-35

- L'éthique au cœur du professionnalisme enseignant
- La coopération est une éthique
- Le ressenti : un levier pour le développement de l'agir éthique en enseignement
- Ethique et autorité éducative bienveillante
- Coopérer, c'est aussi générer de l'éthique
- Les conditions d'un enseignement de l'éthique à l'école
- Enseigner la morale à l'école : mission impossible ?
- Deux grands axes d'une didactique de l'éthique
- Des douces violences à l'écriture d'une éthique professionnelle
- La réflexion éthique ne tourne pas à vide !
- Vivre l'éthique par la pratique de la philosophie

[Retour sommaire](#)

## Aménagement et développement des territoires



### **Un objectif volontariste de rues moins accidentogènes** / SIGOT Françoise

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 21/11/2022, n° 2641, p. 71

<https://www.lagazettedescommunes.com/835561/un-objectif-volontariste-de-rues-moins->

En moyenne, depuis 2019, une trentaine de personnes ont perdu la vie chaque année dans les rues du Grand Lyon. La collectivité mise donc sur la démarche « vision zéro - système sûr » prônée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour juguler cette tendance, grâce à une multitude d'aménagements favorisant une cohabitation plus harmonieuse entre tous les usagers.



### **Rendre la ville accessible, un travail de chaque instant** / RAYNAUD Isabelle

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 21/11/2022, n° 2641, p. 61

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328602/rendre-la-ville-accessible-un-travail-de->

L'intercommunalité d'Evreux a décidé de travailler avec le CEREMA [Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement] pour comprendre pourquoi le respect des normes et obligations légales ne suffit pas. En complément d'un diagnostic par ses agents, le CEREMA a proposé à l'agglomération d'organiser des parcours commentés dans quelques rues de la ville, qui consistent à se promener en compagnie d'une personne en situation de handicap pour qu'elle explique, en cheminant, les difficultés de mobilité rencontrées.

### **Aménagement du territoire : l'ingénierie territoriale éparpillée façon puzzle [dossier]** / GERBEAU Delphine, GINIBRIÈRE Gaëlle

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 21/11/2022, n° 2641, p. 46-52

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328525/l-ingenierie-territoriale-eparпилee-facon-puzzle>

L'ingénierie d'Etat a peu à peu disparu au gré des réformes territoriales, circonscrite à des agences tel le CEREMA [Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement], et si les grosses collectivités ont pu étoffer leurs services, les plus petites ressentent un sentiment d'abandon. La création de l'ANCT [Agence nationale de la cohésion des territoires] en 2019 a symbolisé le retour de l'Etat au niveau local ; mais les résultats concrets semblent pour le moment en dessous des attentes, notamment par manque de moyens. Les collectivités ont horreur du vide : depuis quinze ans l'ingénierie s'est réorganisée, d'abord à l'échelon départemental. Le niveau intercommunal a permis, lui, peu à peu de mutualiser des compétences toujours plus pointues.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328542/les-collectivites-au-secours-des->

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328553/-c-est-au-nom-de-la-diversite-des->

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328563/a-lire>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328571/sur-le-web>



### **En quête d'habitants, la ville séduit en communiquant sur ses atouts** / VILLE Frédéric

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 14/11/2022, n° 2640, p. 52-53

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320310/en-quete-d-habitants-la-ville-seduit-en->

Pourquoi ?

Laon, qui perdait des habitants depuis 1975 et souffrait d'un manque certain d'attractivité, a refusé la fatalité et mis en œuvre des actions volontaristes.

Pour qui ?

La campagne « venez vivre à Laon » a été initiée au printemps 2021, visant les Franciliens à proximité, ainsi que les Lillois et les Rémois.

Comment ?

L'opération a allié communication numérique et physique, un week-end étant offert à onze familles sélectionnées. Elle se poursuit sur un site internet.

[↩ Retour sommaire](#)

### **La responsabilité de la commune dans l'exercice du droit de préemption**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 60-61

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320343/la-responsabilite-de-la-commune-dans>

- Responsabilité pour faute
- Responsabilité pour rupture de l'égalité devant les charges publiques
- Responsabilité en cas de non-utilisation du bien préempté
- Réparation du préjudice

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000037667080/2018-11-30/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037667080/2018-11-30/)

### **Réduire la mobilité carbonée dans les territoires** / BEAUCIRE Francis, COLARD Jean, HORNUNG Pascal

Urbanisme, 11/2022, n° 428, p. 22-24

A la suite du rapport "Prospective 2040-2060 des transports et des mobilités, 20 ans pour réussir collectivement les déplacements de demain", quelles sont les attentes en matière d'aménagement et d'urbanisme à l'horizon 2060, de réduction des distances parcourues et de changement dans les partages modaux ?

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/prospective-2040-2060-transports-mobilites-20-ans>

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/mobilites-espaces-peripheriques-denses-un-territoire->

### **Hérauts en transition – Camille Pechoux et Thomas Rosset : Ils adaptent l'espace public à toutes les pratiques du vélo !** / FOURREAU Eric

Dard/Dard, 11/2022, n° 7, p. 146-155

"Le vélo est plus qu'un mode de déplacement, c'est un moyen d'explorer et de vivre pleinement le monde qui nous entoure."

- Elle est ergothérapeute, il est designer
- Ils co-dirigent Praxie Design, laboratoire d'innovation en mobilité active
- Ils conseillent les pouvoirs publics dans leur stratégie vélo
- Ils sensibilisent le grand public à un accès à l'espace public à travers des ateliers et la série documentaire "Les Roues du possible"

### **Action économique des collectivités territoriales : l'heure des ruptures ? [Dossier]**

Horizons publics, 11/2022, n° 30, p. 30-81

Comment concilier le développement économique territorial et la transition écologique ? Cette question complexe hante désormais les décideurs publics locaux en charge du développement et de l'attractivité de leur territoire sur fond d'une double crise énergétique et économique. L'obligation du zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050 constitue un puissant révélateur de la difficulté des territoires à affronter réellement la question environnementale. La montée en puissance des intercommunalités sur l'appui au développement économique font d'elles aujourd'hui les interlocutrices incontournables des entreprises. De plus, la disparition programmée de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pose la question de la répartition de la richesse économique. Ce numéro d'Horizons publics explore les enjeux et les défis de cette nouvelle donne économique et écologique dans les territoires.

## **Culture**

### **Quelles sont les compétences nécessaires en bibliothèque territoriale ?** / OURY Antoine

ActuaLitté - les univers du livre, 16/11/2022

<https://actualitte.com/article/108749/bibliotheque/quelles-sont-les-competences-necessaires-en->

Le troisième volet du Plan Bibliothèques, « Former mieux », établi d'après le rapport Orsenna et Corbin, a officiellement démarré en novembre 2021 avec les premières Assises de la formation en bibliothèque territoriale. Pour faire évoluer les métiers, il était auparavant nécessaire d'en définir plus précisément les contours. Un premier référentiel de compétences a été élaboré et présenté à l'occasion des deuxièmes Assises.

<https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Livre-et-lecture/Les-bibliotheques-publiques>

<https://www.culture.gouv.fr/Actualites/Bibliotheques-publiques-des-metiers-en-pleine-innovation>

[☞ Retour sommaire](#)



### **Films, lecture, musées. . . la culture s'invite dans les Ehpad / BUTZBACH Malika**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 54

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320314/films-lecture-musees-la-culture-s-invite-dans->

Le 29 avril 2022, le Conseil départemental de l'Allier a lancé l'initiative "culture en EHPAD" : cette programmation culturelle, disponible par le biais d'une plateforme, comprend plusieurs films, spectacles, lectures et visites de musées locaux en vidéo.

## **Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics**

### **« Le maire incarne la stabilité face à l'agitation nationale » / PASQUIER Romain, FORRAY Jean-Baptiste**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/11/2022, n° 2641, p. 26-27

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328405/-le-maire-incarne-la-stabilite-face-a-l-agitation->

Le politologue Romain Pasquier répond aux questions suivantes :

- Les relations entre Emmanuel Macron et l'Association des maires de France sont-elles aujourd'hui meilleures que durant le premier mandat présidentiel ?
- Mais les premiers magistrats des communes sont-ils aussi populaires que par le passé ?
- Les maires Verts, qui ont succédé à des élus épris de grands projets, comme Gérard Collomb à Lyon et Alain Juppé à Bordeaux, sont-ils parvenus à « ralentir » ?
- Les maires sont-ils en mesure de mettre en œuvre les programmes qu'ils avaient concoctés avant les municipales ?

### **Pourquoi les assureurs quittent le navire / KRASSOVSKY Julie**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 08-10

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320199/pourquoi-les-assureurs-quittent-le-navire>

De plus en plus d'assureurs se retirent du marché des collectivités, ou augmentent brutalement les primes. En cause, un absentéisme jugé trop important pour l'assurance statutaire et les aléas climatiques.

### **Hérauts en transition – Les POTES en Bourgogne-Franche-Comté : Ensemble, ils sont d'extraordinaires pionniers de la transition écologique / PROMPT Edwige**

Dard/Dard, 11/2022, n° 7, p. 106-115

Constitué de militants associatifs, d'élus, de chefs d'entreprise, d'agriculteurs et de particuliers, le réseau des POTES est unique en son genre.

- Les Pionniers ordinaires de la transition écologique (POTES), collectif créé en 2013 par Gérard Magnin et constitué en réseau régional en 2017.
- 474 membres engagés à titre personnel, avec de nouveaux profils depuis 2020 : plus de femmes et de jeunes, des centres d'intérêt comme l'alimentation ou la culture.
- Fait émerger des projets collectifs comme celui mené à Tramayes (71) : "Habiter heureux en Bourgogne-Franche-Comté", autour d'un projet de rénovation.
- Prévoit d'organiser la Route des POTES en 2023 pour renforcer l'ancrage dans tous les territoires de Bourgogne-Franche-Comté.

<https://jeparticipe.bourgognefranche-comte.fr/appele-a-nouveaux-potes/>

### **Territoire en transition – Malaunay - Deuxième volet : l'implication citoyenne, un levier pour amplifier la puissance d'agir ! / VERDIN Maxime**

Dard/Dard, 11/2022, n° 7, p. 74-85

La ville de Malaunay, nichée dans l'ancienne vallée industrielle du Cailly en Seine-Maritime, a emprunté il y a une vingtaine d'années le chemin d'une transition écologique ambitieuse. Le précédent volet racontait l'histoire de cette "montée en transition", d'une volonté pragmatique de réduire la consommation énergétique des bâtiments communaux à celle d'associer étroitement les habitants à la fabrique de la ville. C'est cette implication citoyenne que ce deuxième épisode cherche à préciser : les raisons qui l'ont fondée, son déploiement concret et ses effets utiles.

[↩ Retour sommaire](#)



### **Designer intégré en collectivité : le récit de la ville de Clermont-Ferrand**

Horizons publics, 11/2022, n° 30, p. 88-95

En 2021, la ville de Clermont-Ferrand crée la direction de l'innovation et de la participation (DIP) pour renforcer la transformation de l'action publique.

Cette nouvelle direction intègre pour la première fois une designer de service.

Jean-Damien Colombeau, directeur de la DIP, et Caroline Di Monte, designer de service, reviennent sur cette première année de la direction et plus largement, dialoguent sur leurs visions de l'innovation publique et du métier de designer dans une collectivité ? Dialogue.

### **Le funéraire public n'est pas mort [Dossier] / BOUCAULT Sarah**

Lettre du cadre territorial (la), 11/2022, n° 562, p. 26-34

<https://www.lettreducadre.fr/article/le-funeraire-public-ne-veut-pas-mourir.52108>

Dans un marché ultra-dominé par le privé, le funéraire public peine à exister. Acteurs à bas coûts, essor de la crémation, explosion des prix de l'énergie, conscience écologique. . . l'émergence de nouveaux enjeux pousse aujourd'hui ce secteur à se réinventer.

Certaines villes misent sur le premier référentiel RSE (responsabilité sociétale des entreprises) du secteur funéraire afin de valoriser leurs approches plus sociales et écologiques quand d'autres entendent faire revivre leurs cimetières.

Si chaque territoire présente ses propres problématiques, deux constantes apparaissent : la flambée des prix de l'énergie et l'intérêt sociétal croissant pour la personnalisation de l'hommage et l'écologie. Le funéraire public survivra si les acteurs prennent la mesure de ces changements et acceptent de bousculer leurs traditions qu'ils croient parfois ancrées. . . dans le marbre.

### **Les recommandations du Défenseur des droits : un couteau suisse au service du respect des droits et libertés fondamentaux / YOUHNOVSKI SAGON Anne-Laure**

Droit administratif, 11/2022, n° 11, p. 11-18

Instruments de droit souple par excellence, les recommandations composent une catégorie d'actes de nature hétérogène aux fonctions hétéroclites. Caractérisées par leur perpétuelle recherche d'équilibre entre consensualisme et impérativité, elles constituent l'un des outils de prédilection des autorités administratives indépendantes, au regard de la magistrature d'influence qu'elles exercent. Précisément, le pouvoir de recommandation du Défenseur des droits prévu à l'article 25 de la loi organique du 29 mars 2011, encore méconnu, l'érige en véritable gardien des droits et libertés fondamentaux. . .

### **Espaces cinéraires : Réglementation et réalisations / ROBERT Christophe**

Maires de France, 11/2022, n° 406, p. 70-71

Face au développement de la crémation, les communes disposent de plusieurs possibilités pour accueillir les cendres des défunts.

[https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/migration/181220\\_guide\\_de\\_recommandations](https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/migration/181220_guide_de_recommandations)

### **Focus sur l'allotissement [Dossier]**

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 11/2022, n° 236, p. 13-58

L'allotissement est particulièrement approprié lorsque l'importance des travaux, fournitures ou services à réaliser risque de dépasser les capacités techniques ou financières d'une seule entreprise. Il apparaît ainsi favorable aux petites et moyennes entreprises. Quelles sont les conditions de réussite d'un allotissement ? Comment bien appliquer la règle dite des "petits lots" ? A quelles conditions l'acheteur public peut-il déroger à cette obligation d'allotissement. . . ?

[☞ Retour sommaire](#)

## Economie

### **Quel après-pétrole ? [Dossier]**

Cahiers français, 11/2022, n° 430, p.13-101

La production du pétrole, ressource naturelle non renouvelable, indispensable au fonctionnement économique (transports agriculture. . .), va bientôt entrer dans sa phase de déclin continu. Comment imaginer dès lors, un monde de l'après-pétrole ? A quelle échéance peut-on situer cette disparition de l'or noir ? Ce numéro de Cahiers français traite d'un thème directement lié aux enjeux de la lutte contre le réchauffement climatique, aux changements des habitudes de vie, aux nouveaux modes de transports mais aussi aux reconversions nécessaires des grands pays producteurs de pétrole.

### **La logistique, une activité stratégique en mutation [Dossier]**

Administration, 09/2022, n° 275, p. 13-111

3 grandes parties pour ce dossier :

- La logistique, au coeur des politiques publiques et de l'aménagement du territoire
- La logistique, socle de la souveraineté et de la compétitivité
- La logistique face aux défis sociaux et environnementaux

## Emploi/Formation

### **7 piliers pour un apprentissage réussi entre pairs !**

C-campus, 21/11/2022

<https://www.blog-formation-entreprise.fr/7-piliers-apprentissage-reussi-entre-pairs/>

L'apprentissage entre pairs ou "pairagogie" ou encore peer to peer learning pourrait à nouveau séduire les entreprises. Outre ses avantages pédagogiques intrinsèques, pour les directions RH et L&D ce serait aussi l'opportunité de (re)donner du sens au travail dans un monde de plus en plus VICA (Volatile, Incertain, Complexe, Ambigu) et de resserrer le lien social et cognitif entre collaborateurs. Nous apportons aujourd'hui une réflexion sur 7 principes ou "piliers" qui nous semblent fondamentaux avant d'engager des collaborateurs dans cette démarche, assez exigeante si l'on veut en faire un réel acte d'apprentissage collectif.

### **Learning Show 2022 - Immersion totale dans la formation du futur [Dossier]**

Info formation (I'), 15/11/2022, n° 1042, p. 9-14

- Immersion totale dans la formation du futur
- Quand recherche et innovation irriguent la formation
- 3 questions à Yannig Raffenel, Président du Learning Show
- Ces pédagogies qui redonnent sa place à l'émotion

### **La transition écologique commence par la formation interne / JARJAILLE Isabelle**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 31

<https://www.lagazettedescommunes.com/834617/la-transition-ecologique-commence-par-la-formation->

La région Bretagne fait un bilan annuel de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) accompagné d'un plan de transition, direction par direction, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050. La région lance ainsi un plan de formation interne métier par métier, afin de mettre en œuvre la transition écologique.

### **Comment élaborer une stratégie française des métavers ?**

Info formation (I'), 15/11/2022, n° 1042, p. 30-31

La mission exploratoire interministérielle sur le développement des métavers a rendu son rapport. La diversité des technologies immersives et la lente et complexe émergence du "web3" freinent l'écriture d'une stratégie. Si la France est présente l'ensemble des briques technologiques concernées, elle se présente en ordre dispersé et gagnerait à fédérer un écosystème.

[Retour sommaire](#)

### **Le compte personnel de formation** / DURAIN Laurent

Cahiers français, 11/2022, n° 430, p. 113-116

Le compte personnel de formation (CPF) est un dispositif qui permet à chaque actif de bénéficier d'un accès facilité à la formation professionnelle. Dans ce texte, Laurent Durain propose un retour sur le droit à la formation et sur le fonctionnement et l'utilisation du CPF sur la plateforme Mon Compte formation.

## **Finances publiques/Gestion locale**

### **Le gouvernement se retire brutalement du financement de l'apprentissage dans la fonction publique** / LEMARC Franck

Maire-info.com, 18/11/2022

<https://www.maire-info.com/fonction-publique-territoriale/le-gouvernement-se-retire-brutalement-du->

Par un amendement discrètement inséré dans le projet de loi de finances pour 2023, le gouvernement rompt, sans préavis, l'accord passé avec le CNFPT et les employeurs territoriaux sur le financement de l'apprentissage. « Un scandale absolu », juge le président du CNFPT, François Deluga. Explications.

### **Analyse des comptes de gestion des communes et EPCI de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et la Réunion**

Association des maires de France, 11/2022, 68 p.

<https://www.amf.asso.fr/m/document/fichier.php?FTP=322c31ea9a75b77c6176b2f9b5967dd6.pdf&id=>

Après une année 2020 marquée par le coup d'arrêt imposé à la quasi-totalité de l'activité par la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19, les indicateurs macroéconomiques des communes et intercommunalités d'Outre-mer sont mieux orientés en 2021. En 2021, la croissance redémarre.

L'activité est néanmoins encore largement soutenue par les mesures d'urgence (comme l'activité partielle, le prêt garanti par l'État et dans une moindre mesure par le plan France relance). En outre, le rebond des prix de l'énergie importée et le renchérissement du fret de marchandises pèsent sur le rétablissement de l'activité.

## **Fonction publique/Statut**

### **Le dossier individuel des agents territoriaux (10 questions)** / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/11/2022, n° 2641, p. 68-69

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328512/le-dossier-individuel-des-agents-territoriaux>

01. Qu'est-ce que le dossier individuel ?
02. Qu'en est-il des agents contractuels ?
03. Que doit-il contenir ?
04. Des éléments sont-ils à exclure du dossier individuel ?
05. Qu'en est-il pour le dossier individuel des représentants syndicaux ?
06. L'administration peut-elle modifier le dossier, même à la demande de l'intéressé ?
07. Dans quelles conditions les agents peuvent-ils avoir accès à leur dossier ?
08. Tous les documents du dossier sont-ils communicables ?
09. Qui gère le dossier d'un agent détaché ou mis à disposition ?
10. Qu'en est-il du dossier électronique ?

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section\\_lc/LEGITEXT000044416551/LEGISCTA00004442](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000044416551/LEGISCTA00004442)

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000024192424/2022-03-25/>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000042650789/2020-12-10/>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000871608/>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000026872215/2021-01-22/>

[Retour sommaire](#)



### **Les agents isolés victimes d'agressions ne sont plus seuls** / VILLE Frédéric

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 21/11/2022, n° 2641, p.36

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328454/les-agents-isoles-victimes-d-agressions-ne->

- Protection fonctionnelle
- Surveillance policière
- Témoignage : « L'accompagnement par le psychologue du travail dure le temps nécessaire »

### **Les femmes encore freinées dans l'accès aux concours** / KRASSOVSKY Julie, VÉRON Isabelle, LE DIOURON Morgane

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 21/11/2022, n° 2641, p. 32-34

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328439>

Plébiscitées par les femmes, les concours et examens professionnels sont des accélérateurs de carrière dans la territoriale, mais restent encore limités par la charge familiale, l'âge, la catégorie sociale et la représentation des fonctions de direction.

### **Comment faire sens aujourd'hui dans la fonction publique ?**

Acteurs publics TV, 16/11/2022, 50 mn

<https://acteurspublics.fr/webtv/emissions/les-agents-publics-vont-ils-devenir-des-salaries-comme-les>

Comment valoriser les missions de service public et redonner du sens aux prérogatives des agents et des employeurs publics ? Des "regards croisés" proposés dans le cadre du colloque "Les agents publics vont-ils devenir des salariés comme les autres ?" organisé le 10 novembre par le pôle "Fonctions publiques" d'AG2R LA MONDIALE en partenariat avec Acteurs publics. Avec : France Burgy, directrice générale du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) ; Thibaut de Vanssay, DRH du ministère des Armées ; Sophie Marchandet, responsable du pôle "RH" de la Fédération hospitalière de France. Et la conclusion d'Hindati Simpara, déléguée générale de La Cordée.

### **Guide de la santé et du bien-être au travail** / Centre de Gestion de la FPT de la Grande Couronne Ile-de-France, 14/11/2022, 66 p.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/archives/DetailCahier/id/40287748>

Ce guide est conçu pour aider les employeurs territoriaux dans la gestion de l'indisponibilité physique des fonctionnaires territoriaux affiliés au régime spécial. Les différents acteurs ou instances intervenant dans la gestion des congés pour raison de santé ainsi que les différents types de congés maladie sont détaillés au sein du présent guide.  
. . . Une réforme des instances médicales est annoncée. Des ordonnances sont en cours de préparation et donneront lieu à une mise à jour du présent guide.

### **Le cadre d'emplois des puéricultrices territoriales (10 questions)** / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 14/11/2022, n° 2640, p. 34-35

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320269/le-cadre-d-emplois-des-puericultrices>

01. Comment ce cadre d'emplois est-il structuré ?
  02. Quelles sont les missions des puéricultrices territoriales ?
  03. Quelles sont les modalités d'accès à ce cadre d'emplois ?
  04. A quelles conditions les candidats doivent-ils répondre ?
  05. En quoi l'épreuve du concours consiste-t-elle ?
  06. Comment être titularisé dans le cadre d'emplois ?
  07. Quelles sont les formations suivies par les agents ?
  08. A quel déroulement de carrière les puéricultrices territoriales peuvent-elles prétendre ?
  09. En quoi les règles de détachement et d'intégration directe dans le cadre d'emplois consistent-elles ?
  10. Quel est le traitement indiciaire des puéricultrices territoriales ?
- <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000029467344/>  
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000029382107/2022-10-03/>  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000029382217/>

[Retour sommaire](#)

## Information/Communication/TIC

### **Tout savoir sur la stratégie numérique responsable** / LEVRAY Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/11/2022, n° 2641, p. 91

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40329107/tout-savoir-sur-la-strategie-numerique->

- Stratégie
- Objectifs
- Programme de travail
- Rapport
- Bilan annuel

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFSCATA000044327274>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000046113741?origin=list>

### **Les archives négocient le virage du numérique sûr et qui dure** / JARJAILLE Isabelle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/11/2022, n° 2641, p. 54

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328583>

Pourquoi ?

L'utilisation d'un système d'archivage électronique [SAE] assure la pérennité des archives électroniques. Il contrôle l'authenticité des documents.

Pour qui ?

Tous les services doivent trier leurs documents et verser ceux à archiver dans un SAE. La simple sauvegarde des documents sur les serveurs de la collectivité ne suffit pas.

Comment ?

Le service d'archives travaille avec le service informatique et les directions métier. Des protocoles sont mis en œuvre pour trier les documents au fil de l'eau.

### **DSI et DRH : ensemble pour dessiner le "future of work" [Dossier]** / BISEUL Xavier

IT for business, 11/2022, n° 2277, p. 55-65

- Optimiser l'expérience collaborateur dans un monde post-Covid
- SIRH : comment passer à la vitesse supérieure
- Le bien-être au travail passe (aussi) par un usage raisonné du numérique
- Comment aider la DRH à tenir ses engagements RSE

### **La conduite du changement, clé multiple de la réussite des projets**

IT for business, 11/2022, n° 2277, p. 44-47

Face aux résistances de tous ordres, une gestion efficace de la conduite du changement constitue un facteur de succès essentiel des stratégies de digitalisation.

Pour chaque projet, une démarche spécifique s'impose pour mettre en œuvre la solution retenue dans les meilleures conditions, depuis l'analyse de l'existant jusqu'à l'accompagnement des utilisateurs. Cruciale, l'étape de communication et de formation permet de clarifier les objectifs du projet pour les futurs utilisateurs.

### **Télétravail et cloud : où en sommes-nous ? [Dossier]**

Archimag, 11/2022, n° 359, p. 14-21

Contraint durant la crise sanitaire, le travail à distance s'est pérennisé, voir accéléré : 60% des organisations ont adopté un mode de travail hybride en 2022. Mais si le cloud a fait changer de dimension le télétravail, offrant une flexibilité inédite aux utilisations, les enjeux sont nombreux : garantie de la sécurité des informations, mise en place d'une stratégie cloud, ou encore maintien d'une collaboration performante . . . Et comment intégrer des flux de travail papier et numériques dans un contexte de travail à distance ? Comment conjuguer les notions de numérisation et de productivité ? Conseils, bonnes pratiques et outils rythment les pages de notre dossier.

### **Cybertattaques : Comment les collectivités se prémunissent** / DEVILLIERS Olivier

Maires de France, 11/2022, n° 406, p. 52-53

Les cyberattaques ne sont pas une fatalité. Face à une menace toujours plus tangible, les collectivités prennent les devants. La sensibilisation des agents est une priorité.

<https://www.cnil.fr/fr/cybermalveillancegouvfr-et-la-cnil-publient-un-guide-sur-les-obligations-et->

[↩ Retour sommaire](#)

### **Les alternants, ces pros de la com' en devenir / GUICHETEAU Barbara**

Brief magazine, 11/2022, n° 102, p. 46-47

Intégrer un étudiant en alternance, pour une période de plusieurs mois (voire plus si affinités), présente des avantages et quelques inconvénients, à anticiper.

### **Extension du domaine de la crise [Dossier] / WALTER Bruno**

Brief magazine, 11/2022, n° 102, p. 27

Covid, conséquences de la guerre en Ukraine, méga-feux, sécheresse, bad buzz quotidien sur fond de fake-news : l'enchaînement et l'enchevêtrement de ces événements ont accouché d'un mot : la permacrise. Réalité ou sentiment, ce contexte nouveau questionne, à défaut de les ébranler, les fondamentaux de la communication de crise.

### **Conseils pour sécuriser le nomadisme numérique / TEXIER Bruno**

Archimag, 11/2022, n° 359, p. 17

Alors que le travail à distance continue de se répandre, il convient de rappeler quelques consignes en matière de sécurité informatique.

Le recours au VPN est un premier pas dans la bonne direction.

### **Cloud : une stratégie à décliner / REMIZE Michel**

Archimag, 11/2022, n° 359, p. 18

Le "cloud" est l'infrastructure qui accueille les logiciels, applications et données via internet et permet d'externaliser son système informatique dans un centre de données, devenu aujourd'hui un passage quasi obligé de la stratégie des organisations. S'il engendre nécessairement des choix technologiques, avec la nécessité de veiller à la protection des données, c'est le travail quotidien et le fonctionnement des équipes qu'il faut repenser.

### **Télétravail : le reflux du papier / REMIZE Michel**

Archimag, 11/2022, n° 359, p. 19-20

On ne va pas se mettre en télétravail en emportant trois valises de documents !

Mobilité et flux papier semblent être deux logiques radicalement antinomiques.

Répondant aux impératifs des organisations, les constructeurs-éditeurs proposent des offres adaptées, pour les flux entrants comme pour les flux sortants, et bien au-delà.

### **Le cloud devient de facto le standard / IPPOLITI Guiliano, TEXIER Bruno**

Archimag, 11/2022, n° 359, p. 21

Le directeur de la cybersécurité chez Cloud Temple Guiliano Ippoliti répond aux questions suivantes :

- Quels sont les avantages pour une entreprise ou une administration de recourir au "cloud" ?
- Y a-t-il de bonnes pratiques à respecter ?
- Que se passe-t-il lorsqu'un hébergeur perd les données de ses clients ?
- Les entreprises et les administrations sont de plus en plus préoccupées par la confidentialité de leurs données : que faut-il faire ?
- De son côté, que doit proposer un prestataire cloud ?

## **Management/Ressources humaines**

### **Les entreprises ont encore du mal à s'adapter au handicap [Dossier] / TISSOT Nathalie**

Entreprise et carrières, 21/11/2022, n° 1600, p. 10-13

Malgré une mobilisation accrue des employeurs, l'accessibilité des espaces et des postes de travail reste à améliorer. Quant à l'objectif de plein-emploi, il est encore loin...

- Entretien avec Antony Taillefait, professeur de droit public, spécialiste du droit de la fonction publique : « Il faut nuancer les écarts entre secteur public et privé »
- L'accessibilité au village olympique, un bel exemple d'innovation

[☞ Retour sommaire](#)

### **Fatigue professionnelle : quand les moments off ne sont plus récupérateurs / BOURGEOIS Marina**

Myhappyjob.fr, 15/11/2022

<https://www.myhappyjob.fr/fatigue-professionnelle-quand-les-moments-off-ne-sont-plus-recuperateurs/>

Qui n'a pas connu au moins un épisode de fatigue professionnelle dans sa carrière ? Levez la main et dites je le jure. Si la fatigue ponctuelle est normale, elle peut rapidement devenir problématique lorsqu'elle s'inscrit dans le temps et que les moments off ne permettent plus de récupérer. . .

### **Quelles politiques pour limiter l'absentéisme dans le secteur public local ? / SAFY GODINEAU**

Fatema, FALL Amar, CARASSUS David

TheConversation.com, 15/11/2022

<https://theconversation.com/quelles-politiques-pour-limiter-labsenteisme-dans-le-secteur-public-local>

Certaines initiatives à Alès, Orléans, Antibes ou encore Romans-sur-Isère soulignent notamment l'importance de l'implication de la hiérarchie ou encore du dialogue social.

### **Troubles psychiques et cognitifs : il reste tant à faire pour l'emploi / GINIBRIERE Gaëlle**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 24-26

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320246/troubles-psychiques-et-cognitifs-il-reste-tant-a->

Si la fonction publique territoriale dépasse les obligations légales d'emploi d'agents en situation de handicap, des efforts particuliers restent à déployer concernant les handicaps psychiques et cognitifs : en effet, bien que des progrès notables ont été réalisés ces dernières années en matière d'insertion et de maintien dans l'emploi des agents atteints d'un handicap physique, les troubles psychiques ou cognitifs demeurent souvent un angle mort. Pourtant, la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées impose de prendre en compte les quatre familles de handicap : moteur, sensoriel, cognitif et psychique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000809647/>

### **Sexisme : la loi, et après ? [Dossier]**

Liaisons sociales magazine, 11/2022, n° 236, p. 12-19

Si le harcèlement et les agressions sexuelles "caractérisées" semblent faire l'objet d'une certaine prise de conscience dans les entreprises, favorisés notamment par la vague #metoo, le sexisme dit "ordinaire" continue de prospérer.

### **DSI et DRH : ensemble pour dessiner le "future of work" [Dossier] / BISEUL Xavier**

IT for business, 11/2022, n° 2277, p. 55-65

Au sommaire :

- Optimiser l'expérience collaborateur dans un monde post-Covid
- SIRH : comment passer à la vitesse supérieure
- Le bien-être au travail passe (aussi) par un usage raisonné du numérique
- Comment aider la DRH à tenir ses engagements RSE

### **Une charge de travail plus durable pour naviguer dans les complexités**

Lettre du cadre territorial (la), 11/2022, n° 562, p. 54-56

Entre ce qui est prescrit, ressenti et réel, chacun a un rapport propre à la charge de travail qui pèse sur lui. Les tentatives d'objectivation ont des résultats mitigés. Pourtant, il y a là un chantier managérial important.

### **De A à Z, faire marcher ensemble toutes les générations managériales**

Lettre du cadre territorial (la), 27/10/2022

<https://www.lettreducadre.fr/article/de-a-a-z-faire-marcher-ensemble-toutes-les-generations->

Avec l'arrivée de jeunes générations au sein des collectivités territoriales, les encadrants sont confrontés à la problématique de l'adaptation ou non de leur management aux âges de leurs agents. L'adaptation, pour faire marcher tout le monde d'un même élan, semble essentielle.

[↩ Retour sommaire](#)

## **Le régime indemnitaire, véritable outil managérial / DELON Eric**

Lettre du cadre territorial (la), 11/2022, n° 562, p. 52-53

<https://www.lettreducadre.fr/article/le-regime-indemnitare-veritable-outil-managerial.52093>

À condition de l'inscrire dans une démarche globale de rémunération et de procéder à des discussions entre l'ensemble des managers en termes de choix de critères, le régime indemnitaire représente une opportunité pertinente pour fidéliser ses agents et attirer de nouveaux profils.

## **Bien être au travail [Dossier]**

Liaisons sociales magazine, 11/2022, n° 236, p. 37-43

Au sommaire :

- Les entreprises cherchent à se réinventer
- Psychologues d'entreprise : un modèle peu répandu
- Le second souffle des happiness officers ?

## **Outre-Mer**

### **Les offices de l'eau d'outre-mer : évaluation du dispositif, des résultats acquis et pistes d'évolution / FOUCHER Hélène, MICHELET Paul, 21/11/2022**

<https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/les-offices-de-l-eau-d-outre-mer-evaluation-du>

À la fin de l'année 2000, près de 35 ans après la création des agences de l'eau de métropole, la loi d'orientation pour l'outre-mer créait, dans les départements d'outre-mer, les offices de l'eau, établissements publics rattachés au département.

[https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/013386-01\\_rapport\\_cle24adc1.pdf](https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/013386-01_rapport_cle24adc1.pdf)

### **Création d'un " Service public anti-sargasses " tant en Guadeloupe qu'en Martinique, avec à chaque fois la création d'un GIP dédié / LANDOT Eric**

Blog.landot-avocats.net, 17/11/2022

<https://blog.landot-avocats.net/2022/11/17/creation-dun-service-public-anti-sargasses-tant-en>

Lors du comité de pilotage extraordinaire sur le plan national de lutte contre les sargasses, présidé par le Ministre Jean-François Carenco, le 1er août 2022, il a été décidé de mettre en place dès l'automne 2022, un opérateur unique de gestion par territoire pour concentrer les moyens de réponse au phénomène des sargasses et permettre plus de souplesse dans l'allocation des ressources publiques. La création donc d'un « Service public anti-sargasses » a été acté.

Les deux collectivités régionales -Région Guadeloupe et Collectivité territoriale de Martinique- ont opté pour la formule d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP), chacun dans le champ géographique de leur territoire et qui s'appuiera, pour sa partie opérationnelle, sur une structure de coopération syndicale ou sur les groupements des collectivités impactées.

### **Analyse des comptes de gestion des communes et EPCI de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et la Réunion**

Association des maires de France, 11/2022, 68 p.

<https://www.amf.asso.fr/m/document/fichier.php?FTP=322c31ea9a75b77c6176b2f9b5967dd6>

Après une année 2020 marquée par le coup d'arrêt imposé à la quasi-totalité de l'activité par la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19, les indicateurs macroéconomiques des communes et intercommunalités d'Outre-mer sont mieux orientés en 2021. En 2021, la croissance redémarre.

L'activité est néanmoins encore largement soutenue par les mesures d'urgence (comme l'activité partielle, le prêt garanti par l'État et dans une moindre mesure par le plan France relance). En outre, le rebond des prix de l'énergie importée et le renchérissement du fret de marchandises pèsent sur le rétablissement de l'activité.

[☞ Retour sommaire](#)

### **La Réunion valorisera ses déchets à l'aide de la technique CSR / BOUCAULT Sarah**

Lettre du cadre territorial (la), 28/10/2022

<https://www.lettreducadre.fr/article/la-reunion-valorisera-ses-dechets-a-l-aide-de-la-technique>

Pétradépendante, l'île de la Réunion a opté pour la valorisation énergétique par CSR (combustibles solides de récupération). L'unité de valorisation énergétique, qui sera opérationnelle en 2025, est censée faire passer le nombre de tonnes enfouies de 240 000 à 40 000 et alimenter 60 000 habitants en électricité.

### **Mayotte : pourquoi ce département français est-il revendiqué par les Comores ? / COTTEREAU Victoire**

TheConversation.com, 26/10/2022

<https://theconversation.com/mayotte-pourquoi-ce-departement-francais-est-il-revendique-par-les->

Le 22 septembre 2022, Assoumani Azali, le président de l'Union des Comores a rappelé lors de 77e Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unis le différend territorial qui oppose son pays à la France concernant l'île de Mayotte.

En effet, la souveraineté du plus jeune et du plus petit département français situé dans l'océan Indien est au cœur d'un conflit territorial et l'objet de débats passionnés depuis plusieurs décennies.

S'il est incontestable que les quatre îles formant l'archipel des Comores ont une géographie et une grande partie de leur peuplement en commun, il convient de revenir brièvement sur l'histoire de l'archipel pour comprendre les tensions entre Mayotte et ses voisins.

## **Sécurité civile et publique**

### **Par convention, les polices municipales épaulent les pompiers**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/11/2022, n° 2641, p. 73

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328766/par-convention-les-polices-municipales->

Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Nord a conclu, depuis l'été 2021 plus d'une dizaine de conventions avec des villes disposant d'une police municipale. Elles s'inscrivent dans la prévention et la lutte contre les agressions visant les sapeurs-pompiers, qui préconise de développer l'interopérabilité des SDIS avec les services de sécurité et de sûreté publique.

### **La première police municipale d'un SIVOM est entrée en action / LANGLOIS Géraldine**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/11/2022, n° 2641, p. 65

<https://www.lagazettedescommunes.com/835575/la-premiere-police-municipale-dun-sivom-est-entree->

Avant la loi « sécurité globale » du 25 mai 2021, une police municipale ne pouvait fonctionner sur un territoire discontinu, comme parfois dans un SIVOM [Syndicat intercommunal à vocation multiple], où les compétences sont « à la carte ». Grâce à la modification du cadre législatif, les quatre premiers policiers municipaux du SIVOM du Béthunois et leur chef travaillent depuis le 1er mai 2022 dans les communes qui ont adhéré à cette nouvelle compétence, créée en réaction à la demande des maires de plusieurs petites communes périurbaines en 2020.

### **Catastrophes naturelles : les référents départementaux vont être nommés d'ici la fin du mois / LEMARC Franck**

Maire-info.com, 18/11/2022

<https://www.maire-info.com/article.asp?param=26925>

Le ministre de l'Intérieur a signé, le 24 octobre 2022 une circulaire relative « à la mise en place de référents départementaux, à la gestion des conséquences des catastrophes naturelles et à leur indemnisation ». Cette circulaire précise les dispositions issues de la loi du 28 décembre 2021 relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles.

[https://media.interieur.gouv.fr/bomi/BOMI2022-11-1/textes/K00\\_20221024\\_IOME2224091C.pdf](https://media.interieur.gouv.fr/bomi/BOMI2022-11-1/textes/K00_20221024_IOME2224091C.pdf)

[☞ Retour sommaire](#)

### **La coopération policière à l'épreuve du terrain [dossier] / PERRIER Nathalie**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 36-42

<https://www.lagazettedescommunes.com/835199>

Opérations communes sur la voie publique, échange d'informations, partage de fichiers et de vidéos, mutualisation des bâtiments : la coopération entre la police nationale, la gendarmerie et les polices municipales a considérablement progressé au cours des dernières années. Cependant, si, en apparence, ce "continuum de sécurité" tant vanté par l'exécutif semble fonctionner, il cache bien souvent un désengagement de l'Etat sur certaines missions de proximité.

<https://www.lagazettedescommunes.com/835200/cooperation-policiere-quel-bilan-tirer-des->

[https://ffsu.org/wp-content/uploads/sites/6/2022/10/Livre-Blanc\\_Assises-2022\\_web.pdf](https://ffsu.org/wp-content/uploads/sites/6/2022/10/Livre-Blanc_Assises-2022_web.pdf)

[https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-11/20201020-rapport-polices-municipales\\_0.pdf](https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-11/20201020-rapport-polices-municipales_0.pdf)

<https://tnova.fr/societe/justice-securite/les-enjeux-locaux-de-securite-un-partenariat-inacheve->

### **Mode d'emploi de la procédure d'urgence à caractère civil / LEVRAY Nathalie**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 65

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320349/mode-d-emploi-de-la-procedure-d-urgence-a->

Une circulaire décrypte les modalités d'exonération des projets répondant à des événements très graves.

[https://media.interieur.gouv.fr/bomi/BOMI2022-8-2/textes/A00\\_20220802\\_IOMA2220301C.pdf](https://media.interieur.gouv.fr/bomi/BOMI2022-8-2/textes/A00_20220802_IOMA2220301C.pdf)

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000036671147/2018-03-04/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000036671147/2018-03-04/)

### **La prévention des incendies de forêt / NEDEY Fabienne**

Maires de France, 11/2022, n° 406, p. 74-75

Les dispositifs de lutte contre les feux de forêt mobilisent de nombreux acteurs locaux. Maires de France rappelle les responsabilités de chacun et, en particulier, le rôle du maire.

<https://www.ecologie.gouv.fr/prevention-des-feux-foret>

<https://www.communesforestieres-paca.org/2022/03/24/un-nouveau-guide-intitule-le-maire-au->

## **Services techniques et transitions écologiques**

### **La responsabilité des constructeurs du fait de désordres thermiques**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/11/2022, n° 2641, p. 85

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40329025/la-responsabilite-des-constructeurs-du-fait-de->

- Un cadre normatif contraignant
- Difficultés d'appréhension
- Typologie des désordres thermiques
- Sanction contractuelle
- Défauts apparus en période de parfait achèvement
- Redéfinition des contours de la garantie décennale
- Recommandations aux maîtres d'ouvrage
- Vigilance particulière au moment de la réception
- Constat de désordres thermiques post-réception
- Vigilance lors de l'exploitation de l'ouvrage

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000031044385/>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045288020>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFSCITA000043877236>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000022959342/2016-08-24/>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000022959397/2022-03-11/>

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/texte\\_lc/LEGITEXT000006074096/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/texte_lc/LEGITEXT000006074096/)

[☞ Retour sommaire](#)



**Du mobilier de récup' design meublera la résidence étudiante** / BERKOVICIUS Christine  
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/11/2022, n° 2641, p. 58

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40328592/du-mobilier-de-recup-design-meublera-la->

Le bailleur social Ligeris, dont la ville de Tours (Indre-et-Loire) est le principal actionnaire, associe insertion et innovation pour équiper les chambres d'une résidence étudiante qui ouvrira ses portes à la rentrée de septembre 2023 de meubles de récupération, fabriqués à partir de mobilier usagé. Cette démarche s'inscrit dans le nouveau référentiel de la ville « pour un urbanisme écologique et solidaire » destiné à guider les opérateurs dans leurs projets urbains.



**Agents et habitants deviennent des sentinelles de la nature** / VERBAERE Isabelle  
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 44-46

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320296/agents-et-habitants-deviennent-des->

Plan de l'article :

- Jolies découvertes
- « Contribuez. Observez. Partagez »
- Jardins familiaux
- Angélique Daubercies, chargée de programme "Observatoires de la biodiversité" à l'association Noé : « Pour que les données soient exploitables, il faut en collecter beaucoup » [encadré]
- Témoignage : « L'équipe compte une dizaine d'agents aux compétences naturalistes » [encadré]

**Quand les économies d'énergie optimisent le financement des travaux des piscines** / VILLEDIEU Clémence

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 50-51

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320305/quand-les-economies-d-energie-optimisent-le->

Pourquoi ?

Les piscines sont les premiers équipements concernés par les travaux de rénovation énergétique demandés par les exigences environnementales et financières.

Pour qui ?

Avignon mène un vaste projet de rénovation qui implique la mise en place des leviers de performance financière. Celle-ci demande des compétences spécifiques.

Comment ?

Afin d'optimiser les économies d'énergie réalisées, la ville transfère la responsabilité des objectifs aux entreprises et bénéficie de financements avantageux.

**Ludovic Franceschet : L'éboueur influenceur** / KRASSOVSKY Julie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320250/l-eboueur-influenceur>

Si Ludovic Franceschet a fait de la sensibilisation à la propreté son cheval de bataille en utilisant les réseaux sociaux, il valorise aussi son métier, celui d'éboueur à Paris.

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/magma-le-mag-de-la>

**Les nouvelles dispositions visant à renforcer le contrôle des règles de construction** / ATHOUMANI Yhoulam

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 62-63

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320346/les-nouvelles-dispositions-visant-a-renforcer->

- Contrôle renforcé des pièces fournies dans le cadre de certains travaux

- Contrôles administratifs et sanctions administratives

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046113609?>

[https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article\\_jo/JORFARTI000043957113](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000043957113)

**"Les élus veulent un réel pouvoir de décision dans la production d'énergie"** / CASSO Rodolphe  
Urbanisme, 11/2022, n° 428, p. 62-65

Arnaud Brunel, directeur général du Sipperec et Jérôme Dubois, maire de Volx (Alpes-de-Haute-Provence) évoquent l'investissement croissant des territoires dans la production énergétique ainsi que les réalités complexes du déploiement des énergies renouvelables.

[Retour sommaire](#)





### **A Dijon, un modèle énergétique pour la ville de 2050 / MONTANIER Valérie** Urbanisme, 11/2022, n° 428, p. 26-28

La métropole dijonnaise a bénéficié d'un financement européen pour lancer le projet expérimental Response, qui doit conduire toute une partie de quartier à l'autoconsommation.

Si les moyens à mettre en oeuvre s'avèrent complexes, l'aboutissement en 2025 de l'opération servirait de modèle à répliquer dans d'autres villes d'Europe.

+ Entretien avec Jean-Patrick Masson, vice-président de Dijon Métropole.

<https://www.metropole-dijon.fr/Grands-projets/Projet-Response-ilots-a-energie-positive>

### **Hérauts en transition – Les POTES en Bourgogne-Franche-Comté : Ensemble, ils sont d'extraordinaires pionniers de la transition écologique / PROMPT Edwige**

Dard/Dard, 11/2022, n° 7, p. 106-115

Constitué de militants associatifs, d'élus, de chefs d'entreprise, d'agriculteurs et de particuliers, le réseau des POTES est unique en son genre.

- Les Pionniers ordinaires de la transition écologique (POTES), collectif créé en 2013 par Gérard Magnin et constitué en réseau régional en 2017.

- 474 membres engagés à titre personnel, avec de nouveaux profils depuis 2020 : plus de femmes et de jeunes, des centres d'intérêt comme l'alimentation ou la culture.

- Fait émerger des projets collectifs comme celui mené à Tramayes (71) : "Habiter heureux en Bourgogne-Franche-Comté", autour d'un projet de rénovation.

- Prévoit d'organiser la Route des POTES en 2023 pour renforcer l'ancrage dans tous les territoires de Bourgogne-Franche-Comté.

<https://jeparticipe.bourgognefranche-comte.fr/appele-a-nouveaux-potes/>



### **Territoire en transition – Malaunay - Deuxième volet : l'implication citoyenne, un levier pour amplifier la puissance d'agir ! / VERDIN Maxime**

Dard/Dard, 11/2022, n° 7, p. 74-85

La ville de Malaunay, nichée dans l'ancienne vallée industrielle du Cailly en Seine-Maritime, a emprunté il y a une vingtaine d'années le chemin d'une transition écologique ambitieuse. Le précédent volet racontait l'histoire de cette "montée en transition", d'une volonté pragmatique de réduire la consommation énergétique des bâtiments communaux à celle d'associer étroitement les habitants à la fabrique de la ville. C'est cette implication citoyenne que ce deuxième épisode cherche à préciser : les raisons qui l'ont fondée, son déploiement concret et ses effets utiles.

### **Usages de l'eau, irrigation et méga-bassines. . . Ayons soif de sobriété ! [Dossier]**

Dard/Dard, 11/2022, n° 7, p. 14-73

[https://www.cairn.info/revue-dard-dard.htm?ora.z\\_ref=cairnSearchAutocomplete](https://www.cairn.info/revue-dard-dard.htm?ora.z_ref=cairnSearchAutocomplete)

L'eau recouvre des pratiques très disparates et renvoie à de multiples imaginaires. Pourtant, les usages actuels en ont fait de façon très réductrice une ressource, selon une approche purement utilitaire, renvoyant sa dimension symbolique à un registre marginal. L'eau est d'abord un élément à exploiter, à maîtriser. Elle est détournée, transportée, stockée pour satisfaire les besoins de notre société consumériste. La crise de l'eau est ainsi avant tout une crise de mésusage. Selon Sylvain Rotillon, la dégradation de sa qualité, sa surexploitation sont en grande partie liées à cette vision d'une simple ressource à notre disposition, étrangère au métabolisme des territoires, déconnectée du vivant. Et c'est bien cette idée selon laquelle l'eau peut être exploitée qui nous amène à conduire une politique de l'irrigation fortement contestable – dont les méga-bassines sont le symptôme le plus visible –, retracée et analysée par Marc Laimé. Il est temps de sortir de l'impasse de l'agriculture productiviste, réaffirme Benoît Biteau, pour appliquer les principes de l'agro-écologie. Cela aurait sans nul doute pour effet de renouer avec un cycle de l'eau plus vertueux, dont il s'agit de transmettre les principes, selon Jamie Linton, qui prône une « éducation de l'attention à l'eau ».

Une perspective qui pourrait faire évoluer nos usages, collectivement et individuellement, vers des pratiques inattendues à l'horizon 2052, comme le raconte Hervé Chayneaud-Dupuy dans un nouveau récit fictionnel, pas si utopiste que cela.

[Retour sommaire](#)

### **Relance de la planification : qu'en est-il du côté des territoires ?**

Horizons publics, 11/2022, n° 30, p. 84-87

Alternant, depuis son émergence, entre mise en sommeil et retour aux avant-scènes, la planification est de nouveau sous les feux de la rampe. En septembre 2020, un poste de Haut-commissaire au plan était (re)créé, chargé d'animer et de coordonner les travaux de planification et de réflexion prospective de l'État. Pour donner suite à l'élection présidentielle d'avril 2022, le nouveau Gouvernement se voit doté d'une Première ministre directement en charge de la planification écologique. Une première ! Concomitamment, France stratégie appelle à planifier l'action publique. La planification n'avait pas suscité autant d'attention au sommet de l'État depuis fort longtemps. Mais à l'échelle des territoires, où en est la planification et, plus largement, les démarches visant à orienter l'avenir ? Et que faut-il attendre, à cette échelle, de la relance de la planification au niveau national ?

### **Détecter les fuites dans les réseaux d'eau / NEDEY Fabienne**

Maires de France, 11/2022, n° 406, p. 62-63

La sécheresse et les sévères restrictions de consommation, cet été, imposent une meilleure gestion quantitative de la ressource, qui passe par la réduction des pertes.

<https://www.ofb.gouv.fr/actualites/publication-du-12eme-rapport-national-de-lobservatoire-des->

<https://www.astee.org/>

<https://www.eaufrance.fr/>

### **Eau : Les élus confrontés à la gestion de la pénurie / FINGER Sarah**

Maires de France, 11/2022, n° 406, p. 48-51

Sécheresse et canicule ont donné un coup de chaud aux communes : au-delà de l'assainissement et de l'acheminement de l'eau, les élus ont dû batailler tout l'été pour gérer au mieux la ressource. Comment, à l'avenir, la sécuriser ?

Des maires témoignent de leurs difficultés sur le terrain et des mesures qu'ils ont dû ou comptent mettre en oeuvre.

### **Climat - Transition : La grande affaire locale [Dossier] / COLLECTIF**

Courrier des maires et des élus locaux (le), 11/2022, n° 367, p. 37-72

D'un côté, des événements climatiques extrêmes - canicules, sécheresses, incendies, inondations - témoignant de l'urgence de réduire les émissions de gaz à effet de serre. De l'autre, des solutions qui émergent, mais trop lentement, pour produire et consommer une énergie décarbonée, privilégier les mobilités vertes, en finir avec l'artificialisation des sols. . .

Intimement liées à nos modes de vie locaux, la lutte contre le dérèglement climatique comme la transition écologique ne pourront se faire qu'avec l'implication forte des collectivités locales. De la commande publique verte à la rénovation de leur patrimoine public, de la production locale d'énergies renouvelables à leurs usages en faveur de mobilités propres, jusqu'à l'adaptation des projets de mandat au ZAN. . . Tour d'horizon des leviers à actionner sur le terrain pour engager la transition vers un nouveau modèle écologique et énergétique.



### **Le Grand Lyon face au défi de la collecte des biodéchets / BOUCAUT Sarah**

Lettre du cadre territorial (la), 26/10/2022

<https://www.lettreducadre.fr/article/le-grand-lyon-face-au-defi-de-la-collecte-des-biodechets.52078>

Pour répondre aux exigences de la loi Agec, la métropole lyonnaise s'est lancée dans un challenge : le tri à la source des biodéchets en apport volontaire. Les premiers résultats semblent convaincants, mais ce n'est que le début.

[🔍 Retour sommaire](#)

## Social/Santé

### **Le gouvernement place le travail au cœur du débat sur l'immigration [Dossier] / LAPORTE Natasha**

Entreprise et carrières, 21/11/2022, n° 1600, p. 4-7

Parmi les éléments phares du projet de loi sur « l'asile et l'immigration », qui devrait être présenté prochainement, figure la création d'un titre de séjour pour les « métiers en tension ». Son objectif, notamment : favoriser la régularisation des étrangers sans-papiers qui travaillent déjà sur le sol français et lutter contre leur exploitation. Une mesure, soutenue par le patronat, qui intervient dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs. Exemples à l'étranger : Allemagne et Canada.

### **Replay - L'accompagnement et la prise en charge des personnes en situation de radicalisation**

CNFPT, 17/11/2022, 120 mn

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p6hbm7o67da1/>

Replay du webinaire organisé le 17 novembre 2022 par le service de spécialités inclusion sociale de l'Inset d'Angers - Intervenante : Zohra Harrach Ndiaye, Directrice de services dans le champ de la protection de l'enfance et de l'accompagnement des publics sous-main de justice et Présidente Co-fondatrice de RhizHome Project

<https://padlet.com/berangereguillet/uieiuhngfh1bwmhu>



### **Films, lecture, musées. . . la culture s'invite dans les Ehpad / BUTZBACH Malika**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/11/2022, n° 2640, p. 54

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40320314/films-lecture-musees-la-culture-s-invite-dans->

Le 29 avril 2022, le Conseil départemental de l'Allier a lancé l'initiative "culture en EHPAD" : cette programmation culturelle, disponible par le biais d'une plateforme, comprend plusieurs films, spectacles, lectures et visites de musées locaux en vidéo.

### **Ecologie - L'impératif : réduire les inégalités sociales**

Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2022, n° 3282, p. 6-14

Si les personnes précaires sont en moyenne les moins contributrices aux dérèglements climatiques, elles sont aussi les plus exposées à ses conséquences. Pour éviter de creuser davantage les inégalités, le travail social doit penser la transition avec ses usagers.

- Au Champ de la croix, l'environnement au service de la pédagogie

- Un secteur en « lente » transition

- « S'engager dans la réduction de son empreinte », Dominique Grandgeorge livre des pistes pour amorcer une transition écologique globale.

<https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/>

### **"Vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé" est une "liberté fondamentale"**

Lettre du cadre territorial (la), 11/2022, n° 562, p. 72-73

Le "droit de chacun de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé", protégé par la charte de l'environnement est érigé en "liberté fondamentale" ouvrant la voie à l'usage de référés libertés. Ou comment faire d'un vieux principe une nouvelle liberté, qu'il sera, certes, difficile de faire valoir concrètement.

<https://www.conseil-etat.fr/actualites/vivre-dans-un-environnement-equilibre-et-respectueux-de>

### **"Les parcours d'accès au droit ont changé : il faut aller plus loin pour accéder à un guichet" / KOCH Marjolaine**

Lettre du cadre territorial (la), 11/2022, n° 562, p. 44-46

<https://www.lettreducadre.fr/article/clara-deville-les-parcours-d-acces-au-droit-ont-change-il-faut-aller->

Début septembre 2022, le nouveau ministre des Solidarités Jean-Christophe Combes annonçait une possible automatisation du versement du RSA, des APL et de la prime d'activité. L'occasion d'interroger la sociologue Clara Deville, dont la thèse sur la dématérialisation du RSA et la distance à l'Etat des classes populaires rurales, a remporté le prix de thèse du Défenseur des droits en 2020.

[Retour sommaire](#)

**Faut-il mettre en place un revenu minimum pour les jeunes ?** / DAMON Julien, ISSEHNANE Sabina  
Cahiers français, 11/2022, n° 430, p. 103-111

En France, le revenu de solidarité active (RSA) n'est ouvert qu'aux personnes âgées de 25 ans au moins. Qu'en est-il pour les jeunes à partir de 18 ans ? A la suite de la pandémie de Covid-19, dont les conséquences ont été particulièrement difficiles pour les 18-24 ans, Sabina Issehnane et Julien Damon échangent autour des solutions possibles pour soutenir les jeunes.  
<https://www.vie-publique.fr/rapport/279320-strategie-nationale-de-prevention-et-de-lutte-contre->

**Hérauts en transition – Sophie Swaton : Conceptrice du revenu de transition écologique (RTE), elle souhaite maintenant l'étendre** / FOURREAU Eric

Dard/Dard, 11/2022, n° 7, p. 126-135

"Ce revenu doit suppléer et non remplacer l'aide sociale, et faire reconnaître toute une série de métiers susceptibles de créer de la valeur sur un territoire."

- Conceptrice du revenu de transition écologique (RTE)
- A l'origine de la fonction Zoein en 2017
- Philosophe et économiste, maîtresse d'enseignement et de recherche à la faculté des géosciences et de l'environnement de l'université de Lausanne
- Co-directrice des collections "L'écologie en questions" et "Nouvelles terres" aux Presses universitaires de France

**La violence institutionnelle envers les responsables d'établissement d'accueil du jeune enfant** / BELTRAN Valerie

Métiers de la petite enfance, 10/2022, n° 310, p. 26-28

Thématique de plus en plus médiatisée, la souffrance au travail dans le milieu managérial de la petite enfance demeure peu abordée. Occultée par la préoccupation du bien-être du tout-petit et, plus rarement, de celui des professionnels, la violence institutionnelle envers le personnel encadrant mériterait d'être considérée comme un sujet de santé publique, tant en raison de sa récurrence que de ses conséquences dévastatrices.

**État de la pauvreté en France 2022 - A l'épreuve des crises : enquête sur les budgets des plus précaires**

Secours catholique, 2022, 168 p.

<https://www.secours-catholique.org/m-informer/publications/etat-de-la-pauvrete-en-france-2022>

Chaque année, à partir de son enquête statistique annuelle et de ses milliers d'informations collectées, le Secours Catholique propose dans son rapport une image de l'état de la pauvreté en France, à travers le prisme des personnes qu'il accueille (près d'un million en 2021). Fort d'un projet de recherche dédié et de l'analyse par un groupe de personnes ayant l'expérience de la précarité, le rapport 2022 étudie l'impact de la crise du Covid sur les conditions de vie des personnes les plus pauvres. Un constat lourd d'inquiétudes, alors que le choc de l'inflation n'a pas encore produit tous ses effets.

**La vie privée, un droit pour l'enfant** / Défenseur des Droits

Défenseur des droits, 2022, 73 p.

<https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/rae-2122->

Respect du corps, usages numériques et contrôle parental, relations sociales, secret médical... La vie privée des enfants et des jeunes recouvre tout ce qui touche à leur intimité et qui doit être préservé du regard des autres. A l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, la Défenseure des droits, Claire Hédon, et son adjoint le Défenseur des enfants, Eric Delemar, rendent public leur rapport annuel relatif aux droits de l'enfant intitulé « La vie privée : un droit pour l'enfant ».

[↩ Retour sommaire](#)



## Pour aller plus loin...

### Sites internet

#### **La Base du numérique d'intérêt général**

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances : La Base du numérique d'intérêt général permet de réunir et d'organiser sur une même plateforme l'ensemble des outils et ressources utiles dans les activités de médiation et d'inclusion numérique. Ces outils et ressources peuvent être hébergés directement sur La Base, ou à d'autres endroits. Sans se substituer aux sites internet, bibliothèques d'outils, ressourceries... qui existent déjà, La Base a vocation à être l'établi des professionnels de l'inclusion et de la médiation numériques.
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

#### **LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire**

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

#### **Territoires audacieux, 2019**

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

#### **Le numérique en Loire-Atlantique**

Le Département de Loire-Atlantique a mis en place une politique ambitieuse de développement numérique sur son territoire. Objectif : promouvoir un numérique citoyen, accessible et solidaire.

<https://numerique.loire-atlantique.fr>

**«Thinkerview est un groupe indépendant issu d'Internet, très différent de la plupart des think tanks qui sont inféodés à des partis politiques ou des intérêts privés.»**

<https://thinkerview.com>

#### **Territoires conseil**

**Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)**

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

#### **La 27<sup>ème</sup> Région**


<http://www.la27eregion.fr/>

**LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine**, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

#### **M3 La prospective de la Métropole de Lyon**

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale  
Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



### **La fabrique de la ville : Communication et design des politiques publiques urbaines / KHAINNAR Smail**

**Harmattan (L'), coll : COMMUNICATION ET CIVILISATION, 2021, 250 p.**

Faire la ville d'aujourd'hui ne se limite plus à intervenir seulement sur son corps biologique en érigeant des masses construites et des voiries. Avec les actuels enjeux socio-urbains (l'amplification de l'usage des TIC, la montée de la conscience durabiliste, le besoin d'une démocratie participative, etc.), la ville est devenue un laboratoire d'expérimentations et de propositions (architecturales, urbanistiques, numériques, commerciales, politiques, socioculturelles, etc.).

Ainsi de nouvelles voies de conception urbaine sont à inventer pour mieux penser, mettre en forme, construire et humaniser cette ville "en devenir".

47-101095 UR 0 F

### **La notion de médiation administrative / BOUSTA Rhita**

**Harmattan (L'), coll : LOGIQUES JURIDIQUES, 2021, 256 p.**

Longtemps rattachée, selon une intuition répandue, aux différends entre personnes privées, la médiation connaît un succès grandissant dans le secteur public : médiateurs sectoriels, ombudsmän, médiation "dans le cadre" juridictionnel. . . Cette profusion est facteur de polysémie. Qu'entendre, au juste, par "médiation administrative" ? Quels en sont les principes directeurs ? Quid de l'égalité et de la liberté des médiés lorsque l'un d'entre eux est une administration publique ? Répondant à ces problématiques essentielles mais peu explorées, cet ouvrage offre une analyse critique des évolutions juridiques récentes nourrie de vingt entretiens inédits avec des experts de renom.

Au travers d'une comparaison entre les systèmes français et espagnol, l'auteure soutient l'existence d'une notion spécifique de médiation administrative et en propose une définition compatible avec le concept de médiation présent, sous diverses formes, dans de nombreux domaines. Déconstruisant certaines idées reçues en s'appuyant sur des données de terrain, cette étude est principalement destinée aux chercheurs et aux praticiens de la médiation, mais aussi à toute personne ou entité en conflit avec une administration publique et/ou au sujet de la prestation d'un service public.

47-101094 AD 353 N

### **Mobilité et citoyenneté / LE BRETON Eric**

**Apogée (Éditions), 2021, 132 p.**

Les principes de la citoyenneté ont été définis en 1789. Pendant la Révolution, le citoyen est un homme ancré dans son quartier, dans son village. Il paye l'impôt. Il est attaché à un et un seul domicile. 250 ans plus tard, nous sommes nombreux à avoir plusieurs résidences et à nous déplacer continuellement pour les études, le travail, les loisirs. . . N'y aurait-il pas désormais une contradiction entre un fonctionnement démocratique qui propose au citoyen un seul lieu de vote et nos espaces de vie multiples, changeants et ouverts ? La question est d'autant plus légitime que la scène politique est envahie de sujets "mobilitaires" : les Gilets-Jaunes, les débats environnementaux (moins de voitures, moins d'avions), l'épuisement des utilisateurs des trains et des métros et des personnes prises en otage par les embouteillages. . .

Ces enjeux sont bien installés dans la vie quotidienne de nos contemporains. La mise en mobilité de la société ne doit-elle pas s'accompagner d'un aggiornamento de la citoyenneté ?

47-101093 AD 24 M

### **Psychologie de la bientraitance professionnelle : Concepts, modèles et dispositifs / BERNAUD**

**Jean-Luc, DESRUMAUX Pascale, GUEDON Dominique**

**Dunod, coll : UNIVERS PSY, 2021, 336 p.**

Le travail est souvent présenté sous un angle négatif, générant son lot de souffrances, de conflits et de suicides. Pour y remédier, il convient de changer de perspective en analysant le concept de bientraitance professionnelle et en exposant par quelles voies les politiques managériales et les dispositifs d'intervention permettent de développer un rapport positif au travail. Cet ouvrage en présente les concepts, recherches et méthodes, au croisement de la psychologie du travail et de la gestion des ressources humaines.

47-101092 TR 0 P

**Homo sapiens dans la cité : Comment adapter l'action publique à la psychologie humaine / CHEVALLIER Coralie, PERONA Mathieu**

**Odile Jacob, 2022, 286 p.**

Pourquoi les humains se souviennent-ils d'un visage rencontré cinquante ans plus tôt, mais oublient de payer leurs factures à l'heure ? Pourquoi n'arrive-t-on pas à réduire les émissions de CO dans l'atmosphère, alors que nous sommes tous concernés par la survie de la planète ? Malgré nous, nos contradictions intérieures freinent le changement de nos comportements au service du bien commun. Ces écarts avec le citoyen parfait résultent de l'adaptation extrêmement efficace des humains à leur environnement.

Ce livre explique comment l'évolution a conditionné notre psychologie, notre rapport à la décision et à l'action. L'enjeu de ce livre n'est donc pas de modifier la nature humaine, mais de concevoir une action publique qui intègre pleinement le fonctionnement réel de la cognition au service d'une plus grande autonomie de chacun. Illustré par des exemples concrets d'expérimentations en France et à l'étranger, ce livre montre comment les sciences comportementales peuvent redéfinir en profondeur l'action publique pour susciter des changements dans nos manières d'agir.

47-101086 SH 1 H

**Les bidonvilles / PAQUOT Thierry**

**Découverte (La), coll : REPERES, 2022, 128 p.**

Ensemble de constructions hâtivement bâties avec des matériaux de fortune sur un terrain squatté non viabilisé, destiné à une population pauvre exclue de tout, le bidonville est l'une des modalités de l'urbanisation planétaire, née à la fin du XIXe siècle et qui abritera près de 2 milliards d'habitants en 2030. Le phénomène s'est considérablement amplifié avec l'exode rural et l'extension des mégapoles en ouvrant l'éventail des situations : certains bidonvilles centenaires se sont branchés sur les réseaux d'eau et d'électricité, des bicoques sont dorénavant en " dur " et disposent d'un jardinet, d'autres encore représentent le degré zéro de l'habitabilité avec quelques planches maladroitement clouées entre elles et surmontées d'un bout de tôle.

Cet ouvrage retrace la géohistoire des bidonvilles, présente les principales théories socio-anthropologiques qui en expliquent la genèse et la pérennité, s'attarde sur leurs représentations tant romanesques que cinématographiques et évalue ce que ces " villes " incomplètes et inconfortables apportent à l'architecture de survie et à l'urbanisation sans urbanisme.

47-101085 UR 0 B

**La privatisation numérique : Déstabilisation et réinvention du service public / JEANNOT Gilles, COTTIN MARX Simon**

**Raisons d'agir, 2022, 176 p.**

Le développement du numérique réalise une forme de privatisation qui ne dit pas son nom. Les entreprises les plus puissantes s'emparent d'activités jusqu'ici dévolues au secteur public, dans les transports, les services urbains, l'utilisation de l'espace public, la sécurité, l'éducation ou la santé. Il s'agit en fait d'une transformation des relations entre l'Etat et les usagers : substitution d'algorithmes aux agents publics, généralisation des mécanismes de notation, développement de l'ubérisation des tâches.

Ce processus s'adosse à des capacités d'investissement énormes qui dépassent celles des pouvoirs publics et à des monopoles détenteurs de brevets puissants. Cette privatisation prend la forme douce de dispositifs qui améliorent le quotidien. Ses effets sociaux sont pourtant considérables : elle déstabilise les entreprises et les administrations, renforce les inégalités sociales d'accès aux services et accélère la perte de souveraineté publique.

Les tentatives de réappropriation des communs numériques ouvrent cependant des perspectives, notamment sous la forme d'un militantisme de fonctionnaires qui défendent la souveraineté numérique nationale. Cet ouvrage porte au jour, derrière les sympathiques " applis " de nos smartphones, les conséquences économiques et techniques réelles de cette privatisation numérique, ainsi que les perspectives de résistance et de réinvention du service public.

47-101084 IF 3 P

**RGPD simple et pratique :  
Guide visuel pour  
comprendre et appliquer le  
règlement général sur la protection des données / MANZANO Frédéric  
Gereso édition, 2022, 201 p.**

# BULLETIN DOCUMENTAIRE

Dans le cadre de votre activité professionnelle ou associative, vous utilisez souvent des noms, des e-mails ou des numéros de téléphone qui identifient vos clients, vos prospects ou vos administrés ? Alors vous manipulez des données à caractère personnel, peut-être même sans le savoir ! Si tel est le cas, ce livre est fait pour vous ! En effet, dans ce cadre, vous devez respecter le règlement européen sur la protection des données (RGPD).

A travers une approche simple, pratique et visuelle, sans jargon juridique, l'auteur vous présente et décortique les notions fondamentales du RGPD, les droits des personnes et les obligations en matière de collecte et d'utilisation des données. Que vous soyez étudiant, opérationnel, chef d'entreprise ou déjà DPO, que vous exerciez dans le secteur privé, public ou associatif... cet ouvrage vous accompagnera dans la mise en pratique du RGPD !

47-101091 IF 5 R

**Les faux-semblants de la mobilité durable : Risques sociaux et environnementaux / REIGNER Hélène, BRENAC Thierry**

**SORBONNE (EDITIONS DE LA), coll : MOBILITES ET SOCIETES, 2021, 286 p.**

Les politiques de mobilité durable, légitimes au regard de la nécessaire transition écologique, ne sont pas dénuées d'angles morts ni de contradictions. Privilégiant l'amélioration du cadre de vie dans certains espaces, ces politiques sont paradoxalement porteuses de risques environnementaux et sociaux : complexification des espaces réaménagés pour les trams et bus en site propre, nouvelles formes d'accidents, reports de trafic vers des espaces "délesteurs", développement de modes de déplacement à risque (deux-roues motorisés), déploiement sélectif de quartiers "verts" et "apaisés" alimentant la ségrégation sociale. Identifier ces risques, largement occultés, et en comprendre l'origine est une nécessité si l'on veut qu'ils soient pris en compte dans l'action publique. C'est l'objet de cet ouvrage, qui rassemble les contributions de géographes, d'économistes, d'urbanistes, de politistes, de psychologues, d'ingénieurs en transport. Ces travaux défendent l'idée que l'impératif d'attractivité et l'intensité des flux qui caractérisent nos sociétés urbaines jouent en défaveur d'une mobilité plus socialement et écologiquement soutenable.

Ils mettent en lumière, aussi, les incohérences de ces politiques souvent propices à des conflits d'usages sur les espaces publics. Mobilisant le concept d'ergonomie spatiale et ses outils, ils révèlent enfin que les marges de manoeuvre des citoyens pour changer de mode de déplacement sont inégalement réparties selon leur situation dans l'espace urbain.

47-101083 UR 33 F

**Green washing : Manuel pour dépolluer le débat public / BERLAN Aurélien, CARBOU Guillaume, TEULIERES Laure**

**Seuil, coll : ANTHROPOCENE, 2022, 256 p.**

Saviez-vous que les objectifs de "neutralité carbone" reposent largement sur des technologies qui n'existent pas ? Que la destruction d'une zone naturelle peut être "compensée" par l'investissement dans un produit financier ? Que l'on ne produira jamais assez d'hydrogène "vert" pour remplacer le pétrole ? Alors que l'enjeu écologique est décisif, nous avons un besoin urgent de clarifier les débats sur le sujet. Le greenwashing est ce qui nous en empêche. Evoquant tour à tour un verdissement de façade, la récupération d'un discours environnementaliste vidé de sa substance, la mise en place d'innovations aux effets "écologiques" douteux, il biaise le débat public et empêche des choix démocratiques éclairés. Fort de ses vingt-cinq entrées : croissance verte, économie circulaire, énergies décarbonées, dématérialisation, politiques publiques, nucléaire, transition, véhicule propre, ville durable... ce manuel d'autodéfense intellectuelle permet d'appréhender le greenwashing dans toute son ampleur. Trente-cinq scientifiques et spécialistes de ces questions révèlent les fausses promesses, les illusions rassurantes et les formes d'enfumage qui nous enferment dans des trajectoires insoutenables. Un outil essentiel pour ouvrir la voie aux bifurcations nécessaires. Aurélien Berlan est docteur en philosophie, chargé de cours à l'université Toulouse Jean Jaurès ; Guillaume Carbou est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université de Bordeaux ; Laure Teulière est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université Toulouse Jean Jaurès. Tous trois sont membres de l'Atécopol, collectif de chercheuses et de chercheurs réfléchissant à la question écologique.

47-101005 EV 0 G



**Gouverner avec les habitants / LEFRANCOIS Dominique, WATCHER Serge  
Recherches (Éditions), 2021, 240 p.**

La démocratie représentative comme la démocratie participative sont aujourd'hui en crise et cela affecte tout particulièrement les quartiers populaires, ceux où se concentrent les grands parcs de logements sociaux. L'implication des habitants dans les politiques qui affectent leur logement et leur cadre de vie y est sinon inexistante, du moins reste très limitée. Un tel déficit de citoyenneté est-il une fatalité? Non, car des expériences de mobilisation citoyenne se sont multipliées ces dernières années, qui témoignent d'une sensibilité croissante des habitants aux enjeux des politiques de réhabilitation de leur logement et des espaces publics de leurs quartiers.

Parallèlement, on observe la montée d'une injonction participative, adressée aux habitants et aux usagers, qui se répand dans les différents secteurs de l'action publique urbaine. Cet ouvrage explore les mérites et les limites des nouveaux instruments visant à favoriser la participation citoyenne aux politiques d'aménagement. A travers une enquête anthropologique sont aussi examinés les barrières et les moyens possibles d'une amélioration de la prise en compte de la parole citoyenne dans les quartiers marginalisés.

Ces réflexions esquissent des voies pour la mise en place de formes nouvelles de la démocratie locale permettant de gouverner avec les habitants.

47-101006 AD 24 G

**Comprendre l'attachement et ses troubles - Théorie et pratique / GLASER Danya, PRIOR Vivien  
De Boeck, 2022, 303 p.**

Vivien Prior, chercheuse, et Danya Glaser, pédopsychiatre, font le point sur la théorie de l'attachement et ses implications dans la pratique thérapeutique en se basant sur les nombreuses recherches et études réalisées ces dernières années.

Après avoir expliqué en détail la théorie de l'attachement élaborée en premier par John Bowlby, elles abordent les différentes façons d'évaluer tant l'attachement d'un enfant que la qualité des soins apportés par ses parents, puis montrent comment la sécurité d'attachement influence le fonctionnement des individus.

La notion controversée de troubles de l'attachement, développée depuis une dizaine d'années dans nos pays, recouvre en fait deux points de vue très différents : d'une part le concept scientifique de troubles de l'attachement, identifié par les chercheurs, et d'autre part la notion plus floue et moins scientifique, popularisée par certains auteurs américains, cherchant à expliquer le comportement d'enfants ayant connu dans leur petite enfance des ruptures et des traumatismes divers. Vivien Prior et Danya Glaser exposent et développent ici chacune de ces deux théories.

Pour terminer les auteurs présentent l'efficacité et l'apport constructif des interventions thérapeutiques basées sur la théorie de l'attachement en s'appuyant sur diverses études menées ces dernières années et décrivent différentes méthodes utilisées pour favoriser la formation d'attachements « sécurisés » entre l'enfant et son(ses) parent(s).

47-101133 SO 311 C

**Les droits des usagers dans les secteurs sanitaire, social et médico-social / GIRER Marion,  
ROUSSET Guillaume**

**Presses de l'école des hautes études en santé publique, coll : FONDAMENTAUX, 2022, 180 p.**

Depuis 20 ans, l'affirmation des droits fondamentaux de la personne et la consécration de l'usager comme acteur à part entière de sa prise en charge n'ont cessé de prendre de l'importance au sein des secteurs sanitaire, social et médico-social. Cette reconnaissance des droits des usagers s'est opérée par touches successives avec différents textes législatifs et continue aujourd'hui d'évoluer régulièrement. Ces droits sont aussi bien individuels (droits à la protection de la santé, droit au respect de la dignité, de la vie privée, à la non-discrimination, etc.) que collectifs (expression et représentation des usagers).

Faire connaître et vivre les droits des usagers de la santé, social et du médico-social, tel est l'objet de cet ouvrage, qui par une approche véritablement juridique offre une meilleure compréhension de la matière, y compris pour son application concrète. En abordant de façon décloisonnée le droit des usagers, toute structures confondues, il vise également à favoriser la continuité du parcours de la personne accueillie.

47-101097 SO 5 D

**L'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés aux portes de l'Europe / BILLET Carole, D'HALLUIN Estelle, TAXIL Bérangère**

**Mare et Martin Editions, coll : Droit & science politique, 2022, 287 p.**

Une personne en besoin de protection internationale peut introduire sa demande d'asile seulement une fois arrivée sur le territoire d'un Etat différent du sien. Or les conditions d'accès au territoire européen sont de plus en plus difficiles, en raison des pratiques restrictives menées par l'Union européenne et ses Etats membres. Les personnes tentent malgré tout de traverser les frontières, parfois au péril de leur vie.

Face à ce constat, l'Union cherche à développer des mécanismes permettant à ces personnes ayant besoin d'être protégées de trouver des voies d'accès légales leur permettant de rejoindre un Etat membre de l'Union depuis le territoire d'un Etat tiers. Cela conduit inexorablement à une forme d'externalisation du traitement des demandes d'asile, organisée sur le territoire d'Etats tiers, et en coopération avec ceux-ci.

Cet ouvrage vise à analyser les évolutions de cet accueil organisé " aux portes de l'Europe ", c'est-à-dire dans les pays voisins ou de transit. Il envisage tout d'abord l'organisation opérationnelle des voies légales permettant aux personnes d'accéder au territoire de l'UE : les différentes voies existantes telles que les procédures d'octroi de visas ou les procédures de réinstallation, leur accessibilité pratique, les conséquences de leur mise en oeuvre, ou encore les nouvelles voies envisageables (tels que le parrainage privé).

Sont ensuite envisagées les différentes formes de coopération mises en place entre l'Union européenne et les Etats tiers pour favoriser le développement de cette coopération en matière d'asile, qui doivent souvent être mises en perspective dans un contexte plus large de coopération en matière migratoire. De nombreux dispositifs de coopération sont ainsi mobilisés, pour soutenir les Etats partenaires, acteurs principaux de cet accueil délocalisé, et favoriser leur coopération, comme en témoigne la pratique auprès de partenaires clés tels que les Balkans, l'Afghanistan, la Tunisie ou le Niger.

Les relations avec les pays voisins sont ainsi impactées, entre coopération, coordination et enjeux politiques.

47-101115 SO 351 A

**Pour un travail social indiscipliné : Participation des citoyens et révolution des savoirs / LAVILLE Jean-Louis, SALMON Anne**

**Eres, coll : Intervention sociale, 2022, 220 p.**

Cet essai aborde les mutations théoriques qu'implique le passage d'une intervention sociale sur les publics à une intervention sociale avec les publics. Il propose aux professionnels ou aux futurs travailleurs sociaux un outillage réflexif pour mieux appréhender cette possible révolution du travail social.

47-101098 SO 6 T

*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT*

*Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*

[☞ Retour sommaire](#)

### Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1  
[www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr)

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2022 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)